

Monsieur le Président,

Monsieur le rapporteur,

Mesdames, Messieurs les députés,

**I. Le projet de loi vient encadrer le recours à cette procédure, afin notamment de limiter le nombre de gardes à vue**

- Nous avons **initialement** prévu un **régime encadré, appelé « audition libre » afin de préciser les conditions d'audition des personnes qui ne faisaient pas l'objet d'une mesure de garde à vue.**
- Ce dispositif répondait pleinement à la **jurisprudence du Conseil constitutionnel et de la Cour européenne des droits de l'Homme** : l'assistance d'un avocat n'a jamais été exigée par la jurisprudence pour les personnes entendues librement au stade de l'enquête.
- Il avait pour ambition, en fixant un cadre juridique clair, de favoriser la réduction du nombre de gardes à vue.
- Le **Gouvernement a pris acte de la décision de la commission** des lois.  
**Cependant**, des dispositions rappelant simplement la possibilité, toujours admise par la jurisprudence, d'entendre un mis en cause, notamment lorsqu'il est interpellé après un délit routier, permettront de faire baisser le nombre de gardes à vue.

**2. Le projet de loi introduit un encadrement plus strict des gardes à vue**

- Cet encadrement passe tout d'abord par une **définition précise** de la garde à vue ; son utilisation est limitée aux investigations portant sur les **infractions punies d'une peine d'emprisonnement**.

Le projet pose plusieurs critères seuls en mesure de justifier le placement en garde à vue ; similaires à ceux de la détention provisoire, ils seront contrôlés par un magistrat du parquet ou un juge d'instruction selon le cas.

Ces critères quels sont-ils ? L'enquêteur doit établir que le placement est **l'unique moyen** de permettre l'exécution des investigations, ou encore l'unique moyen d'empêcher la personne de modifier les preuves, de faire pression sur les témoins et les victimes, de se concerter avec ses complices.

Ce dispositif permet de concentrer la garde à vue sur son objectif essentiel : un outil au service de l'enquête.

## **II. Le projet de loi introduit en outre des avancées essentielles pour la protection des droits en garde à vue**

### **1. La première avancée est celle de *l'assistance effective de l'avocat*, qui est au cœur du projet**

- En renforçant la présence et les moyens d'intervention de l'avocat, le texte apporte de nouvelles garanties aux droits de la défense. Je voudrais rappeler les trois mesures essentielles.
- Premièrement, la personne gardée à vue pourra bénéficier de l'assistance de son avocat tout au long de la procédure.
- Deuxièmement, les moyens d'intervention de l'avocat sont renforcés : il aura accès au procès-verbal de notification et aux procès-verbaux d'audition.
- Enfin, l'avocat pourra poser des questions et présenter des observations.

**Vous constaterez, mesdames, messieurs, qu'en étoffant considérablement le champ d'intervention de l'avocat, ce texte consacre son rôle éminent de**

**l’avocat** dans le dispositif pénal. Les représentants de cette profession, que je sais nombreux dans cet hémicycle, constateront toute **l’attention que le Gouvernement a prêtée à leur profession depuis le début de la législature**. Qu’il soit ici donné acte au Gouvernement de la haute estime dans laquelle il tient ces auxiliaires de justice.

Ce dispositif d’une importance majeure sera encore enrichie :

- J’ai déposé un **amendement afin d’apporter des garanties supplémentaires à la personne en garde à vue. Cet amendement reprend explicitement la jurisprudence *Salduz* de la Cour européenne, qui précise qu’aucune condamnation ne peut être prononcée sur le seul fondement des déclarations faites sans avocat**. Il s’agit ici donc d’une **garantie de plus**, notamment dans les **cas** où seront prévues, pour les contraintes de l’enquête, des **dérogations à l’intervention de l’avocat**.

**2. Le projet pose également le principe selon lequel la personne placée en garde à vue doit être informée de son *droit à conserver le silence*.**

Cette exigence rappelée par le Conseil constitutionnel en juillet dernier, est une norme, parfois même constitutionnelle, dans la plupart des pays occidentaux. Notre législation se devait en conséquence de prévoir expressément cette disposition.

**3. Autre apport essentiel de la réforme : *le respect de la dignité des personnes***

Le projet de loi prohibe les fouilles intégrales menées pour des raisons de sécurité. Elles constituaient une atteinte profonde à la dignité et une des critiques récurrentes faites à la garde à vue actuelle : humiliantes, elles étaient vécues plus durement que la privation de liberté.

**4. Les cadres d'enquête doivent aussi être adaptés aux différentes formes de criminalité : l'équilibre entre l'efficacité de l'enquête et la protection des droits doit être soigneusement établi**

- Nous devons garder à l'esprit que, face à la diversité des formes de criminalité, il faut des cadres d'investigation souples et adaptés. Sans régime dérogatoire, comment lutter en effet contre la criminalité organisée, le trafic de stupéfiants, le terrorisme ? Le Parlement ne s'y était pas trompé lorsqu'il avait donné, en 2002 et en 2004, les outils efficaces pour lutter à armes égales dans ce combat toujours renouvelé. Remettre en cause sans distinction ces régimes nous fragiliserait considérablement.

Une telle nécessité n'a jamais été contestée, ni par le juge constitutionnel, ni par la Cour de cassation, ni par la Cour européenne des droits de l'homme. En cette matière également, tout est affaire de pragmatisme et de proportionnalité.

- Le texte qui vous est présenté prévoit la possibilité d'une participation différée de 12 heures de l'avocat aux auditions, sur autorisation d'un magistrat, afin de permettre le bon déroulement d'investigations urgentes, ou de prévenir une atteinte imminente aux personnes.

**Le Conseil constitutionnel** a jugé que le régime actuel de garde à vue apportait une restriction aux droits de la défense de portée générale, sans considération des circonstances particulières de l'espèce. Toutefois, une dérogation est envisageable **dès lors que peuvent être dûment motivées lesdites circonstances particulières.**

Dans **trois arrêts du 19 octobre 2010**, la **Cour de cassation** a également jugé que des « raisons impérieuses tenant aux circonstances particulières de l'espèce » pouvaient justifier le report de l'assistance de l'avocat.

Cette jurisprudence, postérieure au dépôt du projet de loi, a été prise en compte par des amendements du Gouvernement, votés en commission des lois : pour ces régimes dérogatoires, la présence de l'avocat pourra être différée, sur autorisation du procureur de la République durant les 24 premières heures, et sur autorisation du juge des libertés et de la détention jusqu'à la 48<sup>ème</sup>, voire la 72<sup>ème</sup> heure en matière de trafic de stupéfiants et de terrorisme.

**En droit commun**, un report de l'intervention de l'avocat de 12 heures pourra être décidé sur autorisation du procureur de la République, puis à nouveau de 12 heures sur décision du juge des libertés. Le **report est strictement encadré** : il doit être **motivé** dans tous les cas et **répondre à des raisons impérieuses**, telles que la nécessité de procéder immédiatement à des décisions urgentes, ou la nécessité d'obtenir très rapidement des informations, par exemple en cas d'enlèvement d'enfant.

5. Un alignement de la **retenue douanière** sur le nouveau régime de la garde à vue a également été voté en commission, afin d'adapter cette forme spécifique de coercition aux **exigences fixées par le Conseil constitutionnel** dans sa décision du 22 septembre 2010.

**6. Enfin, en Commission a été adoptée une disposition tirant les conséquences de la récente décision « Moulin » de la Cour européenne.** Le contrôle de la mise à exécution des mandats d'arrêt et d'amener est ainsi dorénavant confié au juge de la liberté et de la détention.

**7. Il faut le souligner également, les victimes** n'ont pas été oubliées, avec le **vote en commission d'une disposition prévoyant**, lors d'une **confrontation entre un**

**auteur présumé et sa victime**, la possibilité pour cette dernière d'être également assistée d'un avocat. Il s'agit là de garantir l'égalité des armes dans une phase essentielle de la procédure.

Après cette présentation générale du texte, je veux revenir sur quelques points de cristallisation du débat ces dernières semaines. Ils me semblent partir d'un débat initialement faussé.

### **III. Je veux apporter quelques clarifications sur la question de la compatibilité du projet avec la jurisprudence de la CEDH**

- Une certaine confusion s'est en effet installée entre le temps de l'enquête et le temps du procès.

Prenons l'exemple de **l'accès au dossier** : certains ont demandé que l'avocat ait accès à l'entier dossier **dès le début de la garde à vue, en invoquant la jurisprudence de la CEDH** et ses dispositions de **l'article 6**, relatives au droit équitable.

Mais comment pourrait-on communiquer un dossier à l'avocat, alors que l'objectif de l'enquête est de le constituer ? Lorsque la CEDH parle d'un accès au dossier, c'est bien évidemment à la **phase judiciaire** qu'elle s'intéresse.

Plus généralement, il est nécessaire de rappeler ce que la **CEDH dit, et ce qu'elle ne dit pas**.

- Elle prévoit ainsi l'assistance d'un avocat, dès le début de la mesure, sauf circonstances exceptionnelles appréciées au cas par cas. Le **texte ici présenté répond exactement à cette demande**, avec un principe posé, et des dérogations exceptionnelles, qui doivent être dûment justifiées.

- Elle prévoit également que la personne gardée à vue a le **droit de garder le silence**, et doit être **informée de ce droit**, qui est consacré par notre projet.

En revanche, elle n'a **jamais dit qu'un juge devait contrôler la garde à vue dès le début de la mesure**. Elle exige seulement qu'une personne privée de sa liberté soit « promptement » présenté à un magistrat du siège, n'ayant pas un rôle de partie poursuivante.

Ce délai est, depuis l'arrêt Brogan de 1988, fixé à environ quatre jours, la Cour appréciant toujours la situation en fonction des circonstances de l'espèce, et en privilégiant parfois un délai de 3 jours, notamment lorsqu'il s'agit de mineurs gardés à vue. Mais elle n'a jamais remis en cause une durée inférieure à trois jours.

**Or, en France, le parquet assure le contrôle de la garde à vue durant les 48 premières heures**, mais c'est **ensuite le juge des libertés qui prolonge** les gardes à vue au-delà de cette durée. Rien ne justifie donc une remise en cause de cette architecture, qui a d'ailleurs été récemment confirmé par la Cour de cassation, le 15 décembre dernier.

**C'est la raison pour laquelle je vous proposerai de revenir sur le choix qui a été fait par la Commission de prévoir un contrôle du juge des libertés dès le début de la garde à vue.**

Laisser le texte en l'état ruinerait toute notre chaîne pénale. Je suis convaincu que ce n'est pas ce que vous souhaitez.

Quelques mots d'explication sur ce point : la direction des enquêtes de police ainsi que la mise en œuvre de la politique pénale relèvent par nature des attributions du procureur de la République, et ne peuvent être confiées à un magistrat du siège.

Seul le parquet peut ainsi être avisé en temps réel des placements en garde à vue et décider, à la fin de la mesure, des suites à réserver à la procédure.

Faire intervenir le juge du siège dès le début de la garde à vue retirerait des mains du ministère public le rôle qui est le sien, et interdirait que les orientations générales de politique pénale déterminées par le Gouvernement puissent s'appliquer de façon uniforme sur l'ensemble du territoire nationale.

Ceci porterait gravement atteinte à la fois au principe d'égalité devant la justice et à l'efficacité de la réponse pénale.

Du reste, dans la totalité des autres Etats européens, l'intervention d'un juge au cours de la garde à vue et la présentation de la personne devant celui-ci n'intervient jamais dès les débuts de la privation de liberté, la mesure étant alors étant placée sous le seul contrôle de la police, puis, dans certains pays, sous celle du parquet.

Notre **système français apporte donc des garanties supplémentaires**, en prévoyant que le contrôle des premiers temps de la garde à vue soit confié à un magistrat du parquet, qui, au sens de l'article 66 de la Constitution, est un membre de l'autorité judiciaire garante des libertés individuelles, comme l'a encore récemment rappelé le Conseil Constitutionnel.

Ce rôle de garant des libertés individuelles a d'ailleurs été maintes fois consacré par le législateur, qui a confié au procureur, entre autres exemples, la visite des locaux de garde à vue, le contrôle des dépôts, l'organisation de contrôle d'identité, la mise à exécution des peines ou la surveillance générale de la protection des majeurs protégés.

\*\*\*



A l'heure de légiférer, je vous invite à adopter une vision rétrospective des débats en cette matière, car l'équilibre à trouver est délicat : les droits de la défense doivent être protégés, sans pour autant affaiblir la qualité des enquêtes.

Le législateur a souvent eu en cette matière un mouvement de balancier. Qu'on songe ainsi à la loi du 15 juillet 2000, objet de critiques virulentes en 2001 au moment de l'affaire Bonnal, puis aux lois portées par Dominique Perben, alors Garde des Sceaux, en 2002 et 2004 - qui avaient posé les bases d'un arsenal permettant d'améliorer l'efficacité des enquêtes et de garantir la sécurité de nos concitoyens.

En tant que garant de la politique pénale, je souhaite adapter notre législation aux normes constitutionnelles et conventionnelles, tout en préservant ce fragile équilibre.

Je sais compter sur la qualité de vos débats pour parvenir à concilier ces différentes exigences.

Je vous remercie.